

SÉNAT

PREMIÈRE SESSION ORDINAIRE DE 1979-1980

Annexe au procès-verbal de la séance du 28 novembre 1979

PROPOSITION DE LOI

tendant à valider diverses décisions relatives à des nominations dans le corps des professeurs exerçant dans les centres d'enseignement de soins et de recherche dentaire.

PRÉSENTÉE

Par MM. Léon EECKHOUTTE, Marcel CHAMPEIX, Jean GEOFFROY, Robert PONTILLON, Philippe MACHEFER, Franck SÉRUSCLAT et les membres du groupe socialiste (1) et apparenté (2).

Sénateurs.

(Renvoyée à la Commission des Affaires Culturelles, sous réserve de la constitution éventuelle d'une commission spéciale dans les conditions prévues par le Règlement.)

(1) *Ce groupe est composé de :* MM. Charles Alliès, Antoine Andrieux, André Barroux, Gilbert Belin, Noël Berrier, Jacques Bialski, Marcel Brégégère, Jacques Carat, Marcel Champeix, René Chazelle, Bernard Chochoy, Félix Ciccolini, Raymond Courrière, Georges Dagonia, Michel Darras, Marcel Debarge, Henri Duffaut, Guy Durbac, Emile Durieux, Léon Eeckhoutte, Claude Fuzier, Jean Geoffroy, Mme Cécile Goldet, MM. Roland Grimaldi, Robert Guillaume, Maurice Janetti, Maxime Javelly, Robert Lacoste, Tony Larue, Robert Laucournet, Louis Longequeue, Philippe Machefer, Marcel Mathy, André Méric, Gérard Minvielle, Paul Mistral, Michel Moreigne, Jean Nayrou, Pierre Noé, Bernard Parmantier, Jean Périquier, Louis Perrein, Maurice Pic, Edgard Pisani, Robert Pontillon, Roger Quilliot, Mlle Irma Rapuzzi, MM. Roger Rinchet, Robert Schwint, Franck Sérusclat, Edouard Soldani, Marcel Souquet, Georges Spénale, Edgar Tailhades, Henri Tournan, Jean Varlet, Maurice Vérillon, Emile Vivier.

(2) *Apparentés :* MM. Henri Agarande, Albert Pen.

Chirurgiens-dentistes. — Enseignement supérieur.

EXPOSÉ DES MOTIFS

Les centres de soins, d'enseignement et de recherche dentaires ont été constitués par le décret N° 65-801 du 22 septembre 1965 en application des dispositions de l'ordonnance du 30 décembre 1958 selon lesquelles les facultés ou écoles de médecine et les centres hospitaliers devaient organiser, conjointement, l'ensemble de leurs services en centres de soins, d'enseignement et de recherche.

Les enseignements théoriques, cliniques et pratiques de chirurgie dentaire doivent être assurés, selon ce texte, par un personnel particulier dont le statut a été fixé par le décret N° 65-803 du 22 septembre 1965.

Conformément aux principes retenus pour les centres hospitaliers universitaires une fonction hospitalière accompagne pour chaque emploi une fonction d'enseignement et de recherche.

Deux corps de titulaires, le corps des professeurs de catégorie exceptionnelle de chirurgie dentaire — odontologistes des services de consultations et de traitements dentaires, le corps des professeurs du 1^{er} et du 2^e grade de chirurgie dentaire — odontologistes des services de consultations et de traitements dentaires, et un cadre temporaire comprenant des assistants de chirurgie dentaire ont été prévus par le décret précité pour le fonctionnement des centres de soins, d'enseignement et de recherche dentaires.

Pour la constitution initiale de ces corps, deux solutions étaient envisageables.

Par voie législative, il aurait été possible d'intégrer, en définissant des critères objectifs de choix tels que durée des fonctions et diplômes obtenus, un certain nombre d'enseignants ayant exercé dans des écoles privées dentaires de même qu'un certain nombre d'assistants et chefs de travaux des facultés de médecine.

Une telle intégration aurait été indiscutable sur le plan juridique mais aurait dû être réalisée sans appréciation des titres et travaux de chacun, dès lors que les conditions fixées par la loi auraient été remplies. Il est apparu préférable pour des raisons d'opportunité, de procéder par voie réglementaire et de faire apprécier chaque candidature par une commission nationale consultative

provisoire qui a été instituée pour une période transitoire, par l'article 15 du décret N° 65-801 du 22 septembre 1965 puis par le décret n° 73-396 du 27 mars 1973.

Initialement, cette commission provisoire, présidée par le Directeur des Enseignements Supérieurs, comprenait six représentants de l'administration, neuf professeurs des facultés de médecine, trois professeurs des facultés des sciences et neuf chirurgiens dentistes. Cette commission avait notamment pour fonction de se prononcer sur les candidatures à l'inscription sur les différentes listes d'aptitude et de donner son avis sur l'intégration dans le corps des professeurs, d'assistants ou chefs de travaux.

C'est le choix des chirurgiens dentistes au sein de cette commission qui est à l'origine des difficultés contentieuses dont la gravité motive la proposition de loi qui est soumise à l'examen du Parlement.

Les chirurgiens dentistes qui devaient faire partie de la commission nationale consultative provisoire ont été choisis par les Ministres concernés, pour une partie d'entre eux, sur proposition des conseils de facultés délivrant le diplôme de chirurgien dentiste. Il était indispensable que figurent parmi ces membres les personnalités qui, peu nombreuses à ce niveau, avaient une compétence indéniable dans la discipline. En même temps, il était inévitable, pour assurer la qualité des nouveaux corps et celle de l'enseignement dispensé que ces mêmes personnalités puissent être nommées en qualité de professeurs de chirurgie dentaire-odontologistes des services de consultations et de traitements dentaires.

Parmi les membres de cette commission qui ont été désignés par un arrêté en date du 5 janvier 1966, figuraient, dans ces conditions, des candidats à l'inscription sur la liste d'aptitude aux fonctions de professeurs de chirurgie dentaire — odontologistes des services de consultations et de traitements dentaires. Bien entendu, ces membres de la commission se sont retirés lors de l'examen de leur propre candidature mais ont participé aux délibérations concernant les autres candidats.

A la suite des délibérations de cette commission, la liste d'aptitude aux fonctions de professeur a été établie par arrêté conjoint des Ministres de l'Education et des Affaires Sociales le 20 mars 1968.

Elle a été attaquée dans les délais du recours contentieux par un candidat malheureux et annulée par un jugement du Tribunal Administratif de Paris, du 28 mai 1975, annulation qui fut confir-

mée en appel par le Conseil d'Etat par un arrêt en date du 30 mars 1977. Le Conseil d'Etat a considéré que l'illégalité de l'arrêté du 20 mars 1968 était fondée « sur un vice de procédure résultant de la participation aux travaux de sélection des membres de cette commission qui étaient eux-mêmes candidats aux fonctions sus-indiquées. »

Toutefois, avant même que cette procédure contentieuse ait abouti à son terme, un nouvel arrêté interministériel, en date du 21 octobre 1968, a abrogé l'arrêté du 20 mars 1968 et a établi de nouvelles listes d'aptitude aux fonctions de professeur et d'assistant. Cet arrêté a été pris après délibération de la commission nationale consultative provisoire telle qu'elle avait été constituée à l'origine.

Les nouvelles listes d'aptitude ont été publiées au Journal Officiel du 15 novembre 1968 et n'ont pas été attaquées dans les délais du recours contentieux. Elles sont donc devenues définitives. Toutefois, les requérants ont essayé, en s'appuyant sur la non exécution de l'arrêt précité du Conseil d'Etat, de faire admettre par les Tribunaux, un recours déposé hors délai, prétextant n'avoir pas eu connaissance au cours de la première procédure contentieuse de cette nouvelle décision administrative.

Par ailleurs, de nombreux recours sont déposés devant le Juge administratif contestant les différentes mesures de nomination ou d'intégration prises sur la base des nouvelles listes d'aptitude.

Ces recours ont notamment été déposés contre la nomination de nouveaux membres de la commission nationale consultative provisoire, prononcée en application des dispositions du décret n° 73-396 du 27 mars 1973 qui a modifié les règles de composition et de fonctionnement de cette commission. D'autres recours ont été déposés contre les différentes listes d'aptitude arrêtées à la suite des travaux de ladite commission. L'un de ces recours a d'ailleurs abouti à l'annulation d'une liste par le Tribunal Administratif de Paris (jugement du 5 avril 1979), le Tribunal ayant toutefois refusé d'annuler les nominations prises sur le fondement de cette liste d'aptitude. En outre, une requête a été déposée contre un arrêté du 30 décembre 1977 ouvrant un recrutement de professeurs de catégorie exceptionnelle et une autre requête a demandé l'annulation de la nomination d'un professeur de 1^{er} grade.

Bien que la liste d'aptitude initiale, telle qu'elle a été établie une seconde fois par les deux Ministres concernés n'ait pas été attaquée dans les délais, il n'en reste pas moins que toutes les dispositions individuelles prises, directement ou indirectement, sur

son fondement, peuvent être contestées par la voie de recours dirigés contre chacune de ces décisions.

Il n'est pas possible de laisser plus longtemps dans l'incertitude sur leur sort, l'ensemble des enseignants des centres d'enseignement et de recherche dentaires, qui comprend 27 professeurs de classe exceptionnelle, 124 professeurs de 1^{er} grade, 252 professeurs de second grade, 370 assistants, dont la situation individuelle peut être constamment mise en cause à l'occasion de toutes nouvelles décisions les concernant.

L'annulation des nominations de ces enseignants conduirait à supprimer brutalement tout enseignement d'odontologie avec les conséquences qui en résulteraient, non seulement pour ce qui concerne la carrière de ces personnels, mais également pour ce qui concerne la situation des étudiants. De plus, les diplômes jusqu'ici délivrés pourraient, eux-mêmes, être contestés.

Il est donc indispensable de donner par la loi une base incontestable aux nominations et aux intégrations des personnels susvisés.

PROPOSITION DE LOI

Article unique

Sont validées La constitution, la composition, et les procédures de fonctionnement de la Commission nationale consultative provisoire, instituée par l'article 15 du décret n° 65-801 du 22 septembre 1965 et par le décret n° 73-396 du 27 mars 1973.

Les délibérations de ladite Commission et les opérations subséquentes d'intégration et de nomination, notamment l'arrêté interministériel du 21 octobre 1968 établissant les listes d'aptitude aux fonctions de professeur et d'assistant des Ecoles nationales de chirurgie dentaire — odontologistes et odontologistes-assistants des services de consultations et de traitement dentaires.